Influence des moyens de communication et d'information sur l'éducation à l'environnement en Afrique sud-saharienne : le cas du Cameroun

Urbain Njatang

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/5349>

DOI : 10.4000/ere.5349

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Urbain Njatang, « Influence des moyens de communication et d'information sur l'éducation à l'environnement en Afrique sud-saharienne : le cas du Cameroun », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 4 | 2003, mis en ligne le 14 septembre 2003, consulté le 13 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ere/5349> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.5349>

Influence des moyens de communication et d'information sur l'éducation à l'environnement en Afrique sud-saharienne : le cas du Cameroun

Urbain Njatang

- 1 Depuis les indépendances, la question de diffusion de l'information s'est posée avec acuité en Afrique, notamment parce que les médias étaient plutôt conçus comme des instruments de développement et d'intégration politique tout au long de la période de stabilisation et de légitimation des États qui a suivi les indépendances. Mais depuis ce temps, les médias sont surtout restés des outils de propagande politique. C'est pourquoi les pouvoirs publics ont monopolisé les sources d'information et exercé sur celles-ci un contrôle serré jusqu'à récemment. Ainsi, la presse et la radio sont restées longtemps au service du seul parti unique, représenté par l'élite intellectuelle. Il a fallu attendre les années 1990 pour que s'instaure un cadre stable et sécuritaire permettant aux médias d'évoluer et de diversifier leurs centres d'intérêt. C'est ainsi que, de plus en plus, ils peuvent jouer un rôle de promotion des droits humains et des idéaux démocratiques, d'éducation et de sensibilisation des populations sur des questions liées au développement, à l'environnement et des domaines connexes.
- 2 Dans le domaine de l'environnement et du développement durable, l'usage des médias a été renforcé au lendemain du Sommet de Rio au Brésil en 1992. L'*Agenda 21* (CNUED, 1992), document officiel issu de ce Sommet, définit au chapitre 36 les nécessités de l'éducation à l'environnement et au chapitre 40, présente l'information comme un des éléments clés de développement durable.
- 3 Ainsi, les médias se sont vus investir davantage le rôle de sensibiliser et d'éduquer les populations à l'environnement.

- 4 Les acteurs se sont multipliés tout comme les expériences. On a commencé à observer l'émergence de projets d'éducation à l'environnement auprès des populations rurales, projets basés sur l'élaboration d'affiches et l'exploitation des radios rurales. Plusieurs journaux, magazines et bulletins d'information ont vu le jour. Des programmes nationaux et internationaux à l'instar par exemple du Programme régional de gestion de l'information environnementale à travers le Fonds d'initiatives locales dans les pays du bassin du Congo, ou encore du Programme de formation et d'information sur l'environnement pour les pays du Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, ont également inclus les médias comme outils d'éducation. Les méthodes traditionnelles de l'oralité ont alors commencé à battre de l'aile. C'est ce constat qui nous a conduit lors de l'élaboration du bilan de mobilisation des acteurs de l'éducation à l'environnement au Cameroun en novembre 2001, à évaluer le rôle des médias comme outils d'éducation à l'environnement d'abord en zone rurale au Cameroun, ensuite en Afrique sud-saharienne.
- 5 L'objectif y était d'inventorier les difficultés culturelles, technologiques, socio-économiques et politiques liées à l'usage des médias pour l'éducation à l'environnement en zone rurale subsaharienne afin d'exposer des pistes de propositions pour un usage adéquat de ces outils.
- 6 Plusieurs interrogations ont nourri notre démarche. De façon générale, quel est l'impact de l'usage des médias sur l'éducation à l'environnement en zone rurale ? Les médias intègrent-ils les aspirations et les préoccupations des populations rurales dans leur processus pédagogique ? Peut-on capitaliser l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour l'éducation à l'environnement en zone rurale ? Enfin, quels sont les limites et les obstacles de l'usage des médias comme canaux d'éducation à l'environnement ?

L'éducation à l'environnement au Cameroun

- 7 Au Cameroun, l'éducation à l'environnement a véritablement commencé au courant des années 1990 avec d'une part, l'adoption de la Loi sur les libertés d'association (Loi 90/053) et d'autre part, la présence de certaines organisations non gouvernementales internationales telles que le *World Wildlife Fund* et *Living Earth*. Cette dernière a développé quelques ouvrages à l'attention des instituteurs de l'enseignement primaire précédés des cartes environnementales de trois villes du Cameroun. Le constat qui se dégage est que l'éducation à l'environnement est une activité subsidiaire qui accompagne tout simplement des projets connexes sur le terrain : aménagement du terroir, gestion de forêts communautaires, projets d'adduction d'eau, etc. Comme on peut s'en douter, elle est conduite de façon parcellaire et intermittente. Mais le mérite qu'on peut reconnaître actuellement aux divers acteurs, est de ne pas avoir attendu l'école formelle pour s'impliquer. En effet, la question de l'intégration de l'éducation à l'environnement dans les curriculums scolaires se pose encore avec acuité. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte : définition du concept, problématique de formation des formateurs, développement de matériels didactiques, champs ou domaines d'intervention, etc. La complexité de ces facteurs, ajoutée au manque de volonté politique rendent donc très difficile l'intégration de l'éducation à l'environnement dans les écoles secondaires et les

universités au Cameroun. L'éducation non formelle a ainsi pris l'avance sur l'éducation formelle.

- 8 L'éducation non formelle exploite le plus souvent les méthodes traditionnelles de communication tirées de l'héritage africain de l'expression orale. Les canaux traditionnels de communication utilisés se distinguent en fonction du milieu et des groupes. C'est ainsi qu'en zone rurale, les canaux les plus usuels sont : les tambours, les crieurs publics (porteurs de nouvelles du village), les griots, les contes et fables, les messes communautaires, les radios rurales, les écritures communautaires, etc. Ces multiples canaux exploitent des circonstances particulières favorables à la transmission de messages (généralement en langue locale). Les circonstances ont un lien avec un événement traditionnel (Youbi *et coll.*, 2001) : un mariage, un décès, une naissance, un rituel, la circoncision, les bénédictions, les réunions des associations tribales ou des meetings politiques, etc. En dehors de ces périodes, il semble assez difficile de mener une activité d'éducation à l'environnement en zone rurale compte tenu du poids des travaux champêtres. Mais aujourd'hui, avec l'avènement des « forêts communautaires », résultat d'une décentralisation de la gestion forestière, beaucoup de paysans se sont appropriés des stratégies de protection de l'environnement à travers une éducation participative.
- 9 Par contre, en zone urbaine, la tendance est davantage à l'usage des médias et des supports d'écriture, tels que les dépliants, les brochures mais aussi les radios et l'organisation de tribunes d'expression comme le théâtre populaire, les conférences et débats, etc.
- 10 Tant en zone rurale qu'en zone urbaine, des expériences de médias et des NTIC comme outils d'éducation à l'environnement se rencontrent fréquemment. De multiples constats s'en dégagent. L'usage devenu habituel des médias et des NTIC a dilué les techniques traditionnelles de l'oralité autrefois utilisées pour éduquer, sensibiliser et informer les populations en Afrique. Par ailleurs, l'exploitation des médias et des NTIC ne prend pas toujours en compte les paramètres liés à la spécificité des cibles (culture, langue, préoccupation, etc.). Notons que l'évaluation de la plupart de ces expériences montre un échec. Au Cameroun par exemple, des études montrent l'inaptitude des médias à contribuer efficacement à une prise de conscience des masses paysannes face aux problèmes environnementaux (Bazoa, 1996) et révèlent que ces mêmes médias s'intéressent généralement beaucoup plus aux questions liées au sport, à la politique et à l'économie (Bitang, 1996).
- 11 De façon générale, qu'est-ce qui entrave la capacité des médias et des NTIC à être des bons outils pour l'éducation à l'environnement en zone rurale en Afrique ? Les acteurs des médias peuvent-ils se baser sur les savoirs propres des populations aux fins de concevoir leur programme d'éducation à l'environnement ?

Les savoirs endogènes et l'éducation à l'environnement

- 12 Les savoirs endogènes ont recours à un ensemble de valeurs propres, originaires d'un pays, d'une communauté. Ce sont des savoirs qui peuvent également être « traditionnels » (Hountondji, 2001).

- 13 De plus en plus, les systèmes de connaissances endogènes sont étudiés pour leur contribution au développement de la science. Cependant, l'appropriation par les populations des discussions d'experts reste difficile. Un mécanisme d'implication des populations et de valorisation de leurs savoirs doit être conçu. Il convient donc de bâtir un modèle qui puisse mettre en valeur la pertinence de ceux-ci. Ainsi « pour que les savoirs et techniques endogènes puissent être, de façon soutenue, appliqués au développement, ils doivent faire l'objet d'une réappropriation critique qui les intègre au mouvement de la recherche vivante au sein des populations bénéficiaires, ou plus exactement, au sein d'une élite intellectuelle portée et contrôlée par ces populations » (Hountondji, 2001).
- 14 Dans ce sens, l'éducation à l'environnement elle aussi devra exploiter les savoirs propres et « traditionnels » des populations afin de les intégrer dans une démarche pédagogique orientée vers celles-ci. Ces savoirs qui intègrent à la fois une dimension culturelle, historique et ethnique de la population peuvent renforcer le processus pédagogique suivant une approche qui considère la population cible dans sa spécificité et non dans sa globalité. Parce que « au sein de chaque éco-culture, chaque ethnie a ses propres préoccupations, édifie un système de référence, des valeurs, un langage, un ensemble de stratégies qui lui permettent de se repérer, de décrire, de comprendre et de vivre dans son environnement » (Sarr, 1995). Pour cela, l'éducation à l'environnement doit non seulement être considérée comme une activité transversale des disciplines classiques, mais aussi comme une façon de mettre en valeur des savoirs complémentaires, notamment des savoirs endogènes. Les outils et méthodes utilisés d'une façon générale doivent intégrer les paramètres liés à l'appartenance à un groupe de population au sein d'un milieu donné.
- 15 Les médias fréquemment utilisés pour éduquer et sensibiliser les populations rurales à l'environnement en Afrique sud-saharienne peuvent-ils intégrer, partir de l'identité des populations, de leur mode de vie façonné par leurs savoirs et leurs pratiques propres, pour enrichir une démarche pédagogique efficiente auprès des populations rurales ? Quels sont les différents médias utilisés pour éduquer à l'environnement les communautés rurales en Afrique au sud du Sahara ? Quelles sont les limites observées liées à l'usage de ces outils ?

Les médias comme outils pour l'éducation à l'environnement en zone rurale

- 16 Les informations traitées et diffusées par les médias en zone rurale touchent essentiellement le développement rural (aspects économiques, sociaux et culturels). Elles sont très souvent scientifiques et techniques, correspondant à des informations relatives à l'agriculture (activités pastorales et forestières, par exemple), à l'alimentation (sous-alimentation et sécurité alimentaire, par exemple), à l'environnement (feux de brousse, déforestation, dégradation des sols, désertification, pollution, etc.) et à la santé (mortalité maternelle et infantile, maladies transmises sexuellement, épidémies, etc.).
- 17 Nous présentons ci-après une analyse critique des différents médias utilisés comme outils d'éducation à l'environnement en zone rurale en Afrique. La liste n'est pas exhaustive, seuls les médias les plus usuels sont considérés.

La radiodiffusion rurale et l'audiovisuel

- 18 La radiodiffusion en général a été renforcée en Afrique subsaharienne au lendemain des indépendances, en tant que prolongement des systèmes de communication coloniale. Les pays africains l'ont utilisée comme outil d'intégration politique pendant leur période de stabilisation. La plupart de ces pays ont immédiatement nationalisé ces services et les ont officiellement chargés d'informer, d'éduquer et de divertir le public. En réalité, ils étaient avant tout des instruments de propagande au service des pouvoirs en place.
- 19 Généralement, sa couverture est limitée aux principales régions urbaines ou péri-urbaines et exclut la majorité des zones rurales et des zones frontalières. Ces dernières reçoivent, au meilleur des cas, des ondes étrangères ; c'est le cas par exemple pour la majorité des communes rurales du Sud Cameroun situées à proximité de la ville de Kribi qui peuvent capter des ondes équato-guinéennes. Hormis quelques programmes d'information agricole tel que le « magazine du monde rural » produit par Radio Cameroun, les programmes sont exclusifs et ne reflètent pas toujours les aspirations des populations villageoises. De même, le fait que la plupart de ces pays soient habités par de nombreux groupes ethniques, chacun ayant sa propre langue, crée une situation particulièrement difficile pour un organisme de radiodiffusion nationale exploitant un seul canal. C'est dans ce contexte que les radios rurales ont pris naissance en Afrique subsaharienne. Ces dernières sont d'une parution très récente et se sont installées dans (ou à proximité) des zones rurales. Elles ont entre autres pour rôle d'apporter aux populations des informations sur le développement rural, de les éduquer ou de les sensibiliser aux questions environnementales et connexes. Leur implantation est très peu proportionnelle à la superficie et aux nombres des habitants comme le montre le tableau 1.

Tableau 1 : La couverture en radio rurale au Cameroun, en République Centrafricaine et en République Démocratique du Congo

Cameroun	62% rural (superficie totale de 475 000 km ²)	5 radios rurales : Dana (1998), Fotouni (1998), Lolodorf (1998), Oku (1998) et Mbalmayo
République Centrafricaine (RCA)	88% rural (superficie totale de 622 436 km ²)	5 radios rurales : Linga bambari, Diamant, Berbéati, Bouar et Nola ; 1 dispositif de radiodiffusion rurale couvrant les 16 préfectures de la RCA
République Démocratique du Congo	56% rural (superficie totale de 2 345 095 km ²)	4 radios rurales : D'Etoombi (1994), Mossendjo (1994), Nkayi (1994) et Sambé (1994)

- 20 La communication reste verticale et les programmes ont tendance à se confondre avec ceux des principales radios. Au Cameroun par exemple, la plupart des radios rurales relaient les émissions d'actualité de la radio nationale présentées en français et non en langue locale. Les radios rurales sont gérées par un comité local généralement constitué d'élites intellectuelles, ce qui tend à limiter la participation effective des populations.
- 21 L'audiovisuel présente le même visage que les radiodiffusions : les programmes sont inappropriés pour le monde rural et la couverture entièrement urbaine ou presque. Au

Cameroun, 10 % seulement des populations rurales ont accès aux informations audiovisuelles.

L'audiocassette

- 22 Des émissions sont enregistrées sur des supports cassettes et envoyées aux populations possédant un poste audiocassette. Ces émissions peuvent être transcrites en langue locale. C'est un format qui reflète plutôt bien la tradition orale africaine. D'autre part, l'usage d'audiocassettes rend possible une communication horizontale. En effet, les populations, à leur niveau, peuvent produire des échanges, participer à la diffusion de l'information, établir une communication interactive et s'en servir comme mémoire du monde rural. Le tableau 2 présente quelques exemples d'expériences utilisant l'audiocassette.

Tableau 2 : Quelques expériences d'audiocassette en Afrique au sud du Sahara

Mali	Le groupe Jamana diffuse des cassettes dans la langue nationale et utilise l'oralité comme technique d'enseignement. Également, avec le concours de l'UNESCO et du PNUD, plusieurs audiothèques rurales ont été mises sur pied en 1982. Des séances d'écoute sont organisées auprès du chef du village.
Bénin	En 1991, pour améliorer quantitativement et qualitativement les activités de vulgarisation en direction des éleveurs, les audiocassettes ont été choisies parmi une panoplie des médias. Le succès était marquant.
Cameroun	Le chanteur prince Afo Akom édite des cassettes avec des textes qui touchent des questions environnementales.
République Démocratique du Congo	Radio-Candip échange avec les populations rurales des audiocassettes, participant ainsi à une forme de communication interactive.
Afrique du Sud	La production de la cassette <i>Education Trust</i> .

- 23 Ce mode de communication permet de résoudre le problème de l'analphabétisme, de la multiplicité des particularismes linguistiques et culturels difficilement pris en compte par les médias de masse ainsi que du « monopole » de l'état sur les structures et systèmes de production et de diffusion d'informations.
- 24 Toutefois, des questions d'accessibilité et d'actualité de l'information se posent car la cassette émise doit parcourir parfois des distances considérables pour atteindre les destinataires. En plus, la paupérisation des populations rurales rend difficile l'acquisition d'un lecteur audiocassette.

La presse écrite, les dépliants, les affiches et les bandes dessinées

- 25 Plusieurs journaux et magazines sont produits pour le monde rural. Au Cameroun, on dénombre plus d'une dizaine de titres parmi lesquels *Arbres, forêts et communautés rurales*, *La voix du paysan* et *Le Forestier*. La périodicité des journaux varie de quotidien à mensuel. Les journaux et magazines mensuels dominent. La majorité de ces journaux sont plutôt des bulletins d'informations qui rendent compte des activités des organisations éditrices et de leurs politiques. Ceux traitant de thèmes « sensibles » arrivent fortuitement en zone rurale portés par des visiteurs ou des touristes, le circuit de distribution étant limité. La zone rurale ne représente d'ailleurs pas un potentiel de

marché. Tout cela fait en sorte que les informations arrivent le plus souvent pâles et défraîchies. Les bandes dessinées et les affiches illustrées attirent la curiosité des populations mais sans guide, elles demeurent des documents passifs, sans impact majeur sur celles-ci. Les dépliants sont des « véhicules d'identification » ou presque de l'organisation qui les publie et non un outil d'éducation des populations sur une problématique environnementale (Kengne, 2001).

- 26 Au Cameroun, la naissance de la presse environnementale est particulièrement contextuelle. Elle est sortie des fonds baptismaux suite à l'émergence des organisations non gouvernementales et restent très sensibles aux activités des groupes de pression. Le cas du projet pipeline Tchad- Cameroun est éloquent. Cependant, seuls les décideurs et les groupes de pression internationaux ont été les lecteurs les plus indiqués (Kengne, 2001). Elle participe par conséquent au renforcement de l'esprit critique des citoyens, pour parvenir à un contrôle démocratique des choix, des orientations politiques et des actions concernant l'environnement. Mais, le niveau élevé des débats, souvent très scientifiques, tend à exclure la participation des populations rurales. Par exemple, *Pipeline Info* est un périodique de restitution des activités de suivi indépendant du projet pipeline Tchad-Cameroun qui concerne en premier lieu les populations riveraines à l'oléoduc. Pourtant, le lieu de diffusion de ce journal est limité à Yaoundé, capitale du Cameroun et autres grandes villes, et non auprès des populations directement concernées.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)

- 27 La téléphonie rurale est restée dans la plupart des pays au sud du Sahara à l'état de propagande politique. Les zones rurales ne bénéficient presque pas des services de téléphone. Seule une part infime des populations bénéficie du téléphone et des services dérivés. Ces ressources sont surtout concentrées dans les villes. On distingue actuellement deux types de services courant de téléphonie en Afrique subsaharienne : la téléphonie fixe et la téléphonie mobile.
- 28 Pour la téléphonie fixe, on atteint difficilement une télédensité de 1 % en zone rurale. Par exemple, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire, 80 à 90 % des lignes se trouveraient en zones urbaines ou industrielles. Paradoxalement dans ces pays, 80 % de la population vit en zones rurales et ces dernières sont parfois totalement privées de raccordements au réseau téléphonique commuté (RTC). Tant bien même il existerait un RTC dans une zone rurale, il est vétuste, mal entretenu, fonctionne par intermittence et est parfois voué à l'abandon.
- 29 Par ailleurs, on assiste au développement et à l'extension de la téléphonie mobile en Afrique. Cependant, la zone rurale n'est pas toujours entièrement couverte, en dehors des alentours de grands axes routiers, de centres touristiques et de centres industriels. Les coûts des téléphones mobiles mais aussi des communications restent très élevés pour ces populations.
- 30 Dans ce contexte, la faiblesse des réseaux de téléphone en zone rurale entrave l'accès à toute une série de services connexes tels que Internet.
- 31 En dehors de quelques CD-rom produits par le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA), quelques connections Internet satellites (pour des

programmes généralement internationaux) et de quelques centres de ressources communautaires, les NTIC rencontrent encore d'énormes difficultés en zone rurale. Les difficultés techniques s'ajoutent aux difficultés sociales et aux limites culturelles. Les médias et les NTIC sont confrontés à un ensemble de difficultés qui limitent malheureusement leurs usages pour l'éducation à l'environnement des populations en zone rurale en Afrique au sud du Sahara.

Les obstacles à l'usage des médias en zone rurale pour une éducation à l'environnement

- 32 Nous venons de faire un inventaire non exhaustif, couplé à une analyse critique, des médias les plus usuels pour l'éducation à l'environnement en Afrique sud-saharienne. En toute cohérence, il convient de ressortir les différentes difficultés qui justifient leur échec dans ce processus pédagogique. Nous les classerons en deux grands groupes : premièrement, les difficultés d'ordre culturel, socio-économique et politique, puis deuxièmement, les difficultés d'ordre méthodologique, technique et technologique.

Difficultés culturelles, socio-économiques et politiques

- 33 Bien que certaines difficultés culturelles, socio-économiques et politiques ont été mentionnées précédemment, il nous importe d'insister sur les plus récurrentes.
- 34 Sur le plan culturel et social, l'analphabétisme ainsi que la multiplicité des particularismes culturels et linguistiques sont les plus visibles. La population rurale en Afrique est estimée à environ 80 % et est à majorité analphabète. Cette situation freine l'accès aux documents écrits tels que les journaux, les bandes dessinées et autres. En plus, le fait que la plupart de ces pays regroupe des ethnies différentes limite l'exploitation d'une approche globale d'éducation à l'environnement pour l'ensemble de la population.
- 35 Sur le plan politique et économique, nous notons entre autres le monopole de l'État sur les structures et systèmes de production et de diffusion de l'information, l'absence d'une politique systémique et sectorielle d'accès à l'information en milieu rural, la non-représentation de l'administration publique, le faible niveau d'investissement des gouvernements pour l'accès à l'information en zone rurale, le faible niveau de développement des moyens adéquats (téléphonie, énergie, infrastructures routières, etc.) et le faible niveau de revenu des populations rurales (le coût des récepteurs radios et de télévision par exemple est trop élevé pour la moyenne des ménages), etc.
- 36 Ces difficultés ont un impact majeur sur les capacités des acteurs et limitent l'investissement technologique.

Difficultés méthodologiques, techniques et technologiques

- 37 Les difficultés méthodologiques, techniques et technologiques sont liées à la démarche des acteurs et à la qualité de l'investissement technologique.
- 38 Sur le plan méthodologique, l'approche généralement utilisée par les promoteurs des médias pour l'éducation à l'environnement en zone rurale en Afrique sud-saharienne est globale. Les méthodes s'inspirent principalement de stratégies publicitaires et

tiennent peu compte des réalités traditionnelles et culturelles des populations. L'approche est verticale et non participative. Les informations diffusées sont directives et non interactives. Les structures de communication sont gérées soit par l'État ou les élites. Tout ceci limite la participation effective des populations.

- 39 Sur le plan technologique, nous notons la vétusté des équipements technologiques. La majorité de ces équipements date de l'époque coloniale et il y a absence de véritables mécanismes de promotion et de diffusion technologique. Les zones rurales ne sont pas dotées de l'équipement technologique permettant l'usage des NTIC et font face à l'épineux problème d'accès à l'énergie. En général, les zones rurales sont dépourvues d'électricité. Les piles ne se vendent que les jours du marché, qui sont généralement périodiques. Les points de vente des piles sont situés dans les grandes agglomérations, très peu accessibles pour les villageois. Les autres sources d'énergie (énergie solaire et énergie éolienne par exemple) ne sont pas suffisamment explorées et accessibles.
- 40 Le tableau 3 présente quelques difficultés d'accès à l'information en zone rurale qui existaient tant en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique centrale.

Tableau 3 : Quelques difficultés d'accès à l'information en zone rurale subsaharienne : Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (CTA, ACP-UE, 1995)

<p>Afrique de l'Ouest :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de matériel et d'éléments d'infrastructures modernes adaptés au traitement et à la diffusion rapide de l'information. - Bibliothèques et plusieurs institutions agricoles mal pourvues. - Affectations budgétaires insuffisantes. - Formation inadéquate des personnes. - Programmes agricoles radiophoniques et télévisés en milieu rural peu développés. 	<p>Afrique centrale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collections désuètes des bibliothèques. - Manque de personnel qualifié. - Diffusion faible et inadéquate des documents. - Absence d'infrastructures routières et de téléphonie rurale.
---	---

- 41 En dépit de toutes ces difficultés, nous nous permettons de présenter ci-dessous quelques propositions susceptibles d'améliorer l'usage des médias pour l'éducation à l'environnement en zone rurale en Afrique au sud du Sahara.

Propositions pour l'éducation à l'environnement en zone rurale

- 42 Suite à notre analyse, nous formulons deux groupes de propositions : la valorisation ou la prise en compte des savoirs endogènes et l'accessibilité de l'information. Ces propositions accompagnent un investissement et un élargissement technologique adéquat, une volonté politique, une prise en compte de l'éducation à l'environnement dans la ligne éditoriale des différents médias et bien d'autres préalables. Nous n'avons pas la prétention de les considérer comme les plus complètes.

Valorisation des savoirs endogènes

- 43 De plus en plus d'efforts sont fournis pour valoriser les potentiels identitaires d'un groupement de peuples. C'est ainsi que, certains ethnologues ont trouvé dans les représentations picturales, les pratiques agricoles, les techniques de chasses indigènes

et l'exploitation traditionnelle des ressources, des savoirs d'intérêt pour l'éducation à l'environnement. C'est le cas par exemple, d'une chasse où les bêtes en gestation ne sont pas tuées par les Pygmées (peuples chasseurs-cueilleurs), de la pratique de la jachère chez les bantous favorisant ainsi la reconstitution des sols et des haies vives à l'Ouest du Cameroun.

Accessibilité de l'information

- 44 Aux échelles locales, pour rendre l'information accessible, des actions spécifiques doivent être menées pour encourager l'utilisation des langues nationales et le soutien aux programmes d'alphabétisation. Les outils didactiques devraient être conçus en langue locale et refléter les aspirations des populations. La mise en place de pratiques de production et de diffusion de l'information en zone rurale, tenant compte de la diversité des savoirs et des ressources, et en continuelle adaptation aux situations (technologiques, économiques), est également importante. Ces éléments sont des préalables indispensables pour le déclenchement d'un processus pédagogique centré sur les médias.

Conclusion

- 45 Nous avons présenté ci-dessus les médias les plus utilisés pour éduquer les populations rurales en Afrique sud-saharienne. Nous avons également exploré les difficultés liées à l'usage de ces derniers pour l'éducation à l'environnement. Ces difficultés nous ont amenés à formuler quelques propositions. Il en ressort que la prise en compte des savoirs endogènes permettrait de donner aux éducateurs les moyens de définir des processus pédagogiques en éducation à l'environnement, adaptables aux contextes toujours différents, et renforcerait l'usage des médias auprès des paysans. De tels processus devraient prendre en compte la diversité des traditions, des langues, des représentations, la spécificité des groupes cibles ainsi que la complexité des thèmes abordés.

BIBLIOGRAPHIE

- Bazoa, L. (1996). La communication environnementale dans les pays sous-développés. L'échec des mass médias : cas de la déforestation dans la province de l'est-Cameroun. Yaoundé : École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication.
- Bitang, N.à. (1996). Les vertus d'une communication participative. Ecovox, 10, 2.
- CNUED (Commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement). (1992). Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Action 21. Rio de Janeiro : CNUED.

CTA, ACP-UE. (1995). Le rôle de l'information pour le développement rural des pays ACP. Bilan et perspectives. Communication présentée au Séminaire international de Montpellier sur les politiques de développement, France, 12-16 juin 1995. Non-publiée.

Hountondji, P. (2001). Au-delà de l'ethnoscience : pour une réappropriation critique des savoirs endogènes. Notre librairie, Revue des littératures du Sud, 144, 58-65.

Kengne, D. (2001). La problématique de la promotion de la presse environnementale au Cameroun. Le cas de Bubinga de 1997 à 2001. Yaoundé : non publié.

Sarr, M. (1995). Les groupes cibles en éducation à l'environnement. Communication présentée au séminaire régional organisé par la DES et GTZ au Sénégal, Éducation à l'environnement au Sahel trois ans après Rio. Non publiée.

Youbi, G., Njatang, U., Ndoumbé Nkotto, H., Agoons, D. et Fumtim, J. (2001). Éducation à l'environnement au Cameroun : enjeux, approches, outils, acteurs. Yaoundé : Éditions Interlignes.

INDEX

Keywords : environmental education, participation, rural population, local knowledge

Index géographique : Cameroun

Mots-clés : éducation relative à l'environnement, participation, savoirs locaux, ruralité, tradition

AUTEUR

URBAIN NJATANG

Urbain Njatang est titulaire d'une maîtrise en sciences physiques et professeur des Lycées d'Enseignement Général. Il enseigne au Lycée de Kalfou dans l'extrême Nord du Cameroun. Il est agent de développement et coordonne le Forum des Jeunes pour la Promotion du Développement (FOJEPDE, association pour la recherche et l'action en éducation, et système d'information en environnement). Par ailleurs, il anime le Club des jeunes pour la recherche et le développement, « Climat », de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) au Cameroun